

# **Journée contre les discriminations raciales: Le GADEM lance sa campagne digitale**

**22.03.2022 Journée contre les discriminations raciales: Le GADEM lance sa campagne digitale**

Le Groupe antiraciste d'accompagnement et de défense des étranger·e·s et migrant·e·s (GADEM) a lancé sa campagne digitale *#semaine\_contre\_discriminations*, à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination des discriminations raciales adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies en 1966 en commémoration du massacre de Sharpeville du 21 mars 1960.

A travers cette semaine (21/26 mars), le GADEM entend soutenir le débat démocratique sur ces questions, et contribuer aux efforts politiques et sociaux mis en œuvre pour lutter contre toutes les formes de discrimination.

À l'international, ce 21 mars est notamment marqué par le conflit qui sévit en Ukraine et le traitement réservé aux résident·e·s non ukrainien·ne·s fuyant la guerre, fait noter GADEM, qui souligne que si un élan fort de solidarité avec les populations ukrainien·ne·s a été exprimé dans toute l'Europe, les populations non ukrainien·ne·s au cœur de ce conflit, ne reçoivent pas toutes le même accueil.

L'Europe a en effet prévu une mesure inédite avec la décision du Conseil de l'Union européenne du 3 mars 2022 d'octroi d'une protection temporaire aux ressortissant·e·s ukrainien·ne·s. Cependant, les étranger·e·s résidant en Ukraine, au début de la crise, ne sont pas tou·te·s concerné·e·s, relève le Groupe.

Les populations syriennes qui avaient dû fuir leur pays à partir de 2011 ou plus récemment, les ressortissant·e·s afghan·e·s, n'en ont pas non plus bénéficié. Une illustration du deux poids deux mesures d'une Europe distinguant parmi les réfugié·e·s, les personnes à protéger et celles dont elle prétend devoir se protéger.

Au Maroc, poursuit GADEM, alors que la lutte contre les discriminations – notamment raciales – constitue l'une des pierres angulaires pour assurer l'intégration socio-économique des personnes étrangères présentes sur son territoire, telle que promue par la politique migratoire de 2013, l'État tarde à prendre à bras le corps cette question.

Des témoignages font en effet état, encore aujourd'hui, de nombreuses arrestations au faciès de personnes noires non ressortissantes marocaines à travers le pays. Cette pratique, devenue courante depuis la fin de la dernière opération de régularisation, éclipse les efforts réalisés par le Maroc depuis 2013, estime le Groupe.

Il appelle ainsi le gouvernement nommé à la suite des élections de septembre 2021 à redoubler d'efforts pour adopter une position claire quant aux engagements pris par le Maroc,

dans sa Constitution et à l'international, en faveur de l'égalité des droits et des chances pour tou·te·s, et pour lutter contre les discriminations. La crise Covid-19 qui sévit depuis maintenant deux années, et ses conséquences en matière de non-discrimination, illustre l'urgence de traiter les questions d'égalité.

Source

: <https://fr.hespress.com/254324-attijari-international-bank-d-ecroche-le-prix-stp-award-de-commerzbank-2.html>